



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VELET TERRASSEMENTS SAS

Rue Edouard Belin
BP 37
70100 Gray

Références : UID257090/SPR/YR/2025-0311B
Code AIOT : 0005901754

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement VELET TERRASSEMENTS SAS implanté Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELET TERRASSEMENTS SAS
- Lieu-dit Les Aiges 70100 Arc-lès-Gray
- Code AIOT : 0005901754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires. La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 5 mai 2003 pour une durée de 23 ans.

Le jour de l'inspection il n'y avait aucune activité sur la carrière et aucun engin n'était présent.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Obligations de garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 12.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 23 et 24	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 7 et 8	Sans objet
2	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 4	Sans objet
3	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
5	Modalités d'extraction, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 17.2 ; 19 ; 20	Sans objet
7	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 29 et 30	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploiter la carrière arrive à échéance le 05/05/2026 et l'extraction de matériaux commercialisables ne devra plus être réalisée à compter du 05/05/2025. L'exploitant a indiqué que la société Velet Terrassements TP devrait reprendre l'exploitation de la carrière. La société Velet Terrassements TP doit ainsi déclarer le changement d'exploitant conforme à l'article R.516-1 du code de l'environnement.

L'exploitant n'a pas fait constituer de garanties financières pour la période d'exploitation actuelle. Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé à la signature du préfet concernant cette absence de garanties financières.

L'exploitant doit également transmettre à l'inspection le dernier plan d'exploitation de la carrière.

L'attention de l'exploitant est également attirée sur le fait que si aucune demande de renouvellement ou de prolongation de la carrière est réalisée, il devra finaliser la remise en état de

la carrière et procéder à la cessation d'activité conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Cette demande est à transmettre six mois au moins avant la date d'expiration de l'autorisation selon les modalités prévues à l'article R.181-49 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Durée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 7 et 8
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation
Prescription contrôlée : Article 7 : L'autorisation est accordée pour une durée de 23 ans qui inclut la remise en état complète du site dont les modalités sont définies à l'article 28 et suivants du présent arrêté. Article 8 : L'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée 1 an avant l'échéance de l'autorisation pour permettre la remise en état du site.
Constats : L'arrêté d'autorisation actuel arrive à échéance le 05/05/2026 et l'extraction ne doit plus être réalisée à compter du 05/05/2025. L'exploitant a indiqué qu'un nouvel exploitant à savoir la société Velet Terrassement TP devrait reprendre l'exploitation de la carrière. L'exploitant a indiqué qu'un transfert du droit de forage était en cours ainsi qu'un redécoupage des parcelles cadastrales de la carrière. Il est rappelé que le changement d'exploitant doit être réalisé conformément à l'article R.516-1 du code de l'environnement. L'exploitant a indiqué que la société Velet Terrassement TP devrait entreprendre les démarches pour pouvoir continuer à exploiter la carrière d'Arc les Gray.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Niveaux de Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de Production
Prescription contrôlée : La quantité annuelle moyenne de matériaux autorisée à extraire est de 18 000 tonnes. La quantité totale autorisée à extraire est de 370 000 tonnes. La production pourra atteindre 30 000 t/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant une moyenne de 18 000 t/an calculée sur chaque période quinquennale considérée, telles que prévues à l'article 17 ci-après.
Constats :

La carrière d'Arc les Gray est très peu exploitée. L'exploitant a déclaré sous l'application GERP une quantité extraite nulle en 2023. L'exploitant a indiqué que la quantité extraite en 2024 était très faible.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7

Thème(s) : Autre, Déclaration GERP

Prescription contrôlée :

La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.

Constats :

Il a été rappelé à l'exploitant qu'il devait déclarer sous GERP la quantité extraite pour l'année 2024 avant le 31 mars 2025.

Il a été également rappelé que cette déclaration sous GERP doit être réalisée tous les ans, la déclaration de la quantité extraite en 2022 n'a pas été réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Obligations de garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 12.1

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit, préalablement à la poursuite de l'activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 28 et suivants.

Le montant des garanties financières devant être constitué dans ce cadre, pour chacune des périodes quinquennales d'exploitation prévues à l'article 17 est égal à ;

- pour la première période d'exploitation de 5 ans: 47 260 €
- pour la seconde période d'exploitation de 5 ans : 47 107 €
- pour la troisième période d'exploitation de 5 ans : 53 205 €
- pour la quatrième période d'exploitation de 5 ans : 54 577 €
- pour la cinquième période d'exploitation de 3 ans : 63 272 € »

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis d'acte justifiant l'établissement de garanties financières pour la cinquième et dernière période d'exploitation de 3 ans.

L'exploitant a indiqué qu'il venait de prendre contact avec un établissement bancaire pour l'établissement des garanties financières.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit transmettre un acte justifiant l'établissement de garanties financières pour la dernière période d'exploitation dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités d'extraction, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 17.2 ; 19 ; 20
Thème(s) : Autre, Modalités d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 17.2 : L'extraction doit être réalisée suivant un schéma comportant 5 périodes successives (4 périodes d'une durée de 5 ans chacune suivies d'une période de 3 ans).</p> <p>Article 19 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts</p> <p>19.1. À l'intérieur du périmètre de l'extension, tel que figuré en annexe 1 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) L'épaisseur maximale d'extraction (découverte comprise) est de 13 mètres. 2) Le carreau de la carrière sera tenu aussi plan que possible à un niveau jamais inférieur à la cote 211 m NGF. 3) Les fronts seront constitués de gradins de 5 mètres de hauteur unitaire, séparés par une banquette intermédiaire horizontale d'au moins 5 m de largeur. <p>19.2. Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, en particulier des pylônes EDF à l'est.</p> <p>Cette disposition interdit toute amputation de la banquette périphérique suivie d'une restauration par remblais.</p> <p>L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p> <p>Article 20 : Méthode d'exploitation - Matériel - Engins</p> <p>La présente autorisation vaut pour une extraction à flanc de coteau à la pelle hydraulique et/ou à la chargeuse sans usage d'explosif. Les matériaux extraits ne seront pas traités sur le site ; ils seront directement chargés dans des camions routiers puis évacués.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation de la carrière est très en retard sur le phasage prévu par l'arrêté d'autorisation. L'exploitation de la carrière est très faible.</p> <p>L'exploitant a confirmé que l'extraction des matériaux était réalisée à la pelle.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 23 et 24
--

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 23 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie.

Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (en particulier la cote 211 m NGF),
- les zones remises en état,
- la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Article 24 : Ce plan est mis à jour au moins une, fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation daté de septembre 2023. L'exploitant a indiqué qu'un nouveau relevé topographique avait été réalisé en février 2025 mais qu'il ne disposait pas encore du nouveau plan de la carrière.

Non-conformité : l'exploitant n'a pas fait mettre à jour le plan d'exploitation de la carrière en 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection le nouveau plan d'exploitation de la carrière.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
--

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2003, article 29 et 30
--

Thème(s) : Risques chroniques, Remise en état

Prescription contrôlée :

Article 29 : Surface à remettre en état

La surface à remettre en état est de 4 ha 86 a 96 a. Elle correspond à l'ensemble des terrains sur lesquels porte l'autorisation.

Article 30 : Modalités de remise en état

La carrière doit être remise en état de façon progressive et selon les modalités prévues ci-après, telles que définies par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel dont copie est jointe au présent arrêté en annexe 4.

- La végétation existante à l'intérieur du périmètre de l'autorisation antérieure du 28 septembre 1992 sera maintenue, notamment le bosquet constitué d'essences à feuilles caduques situé en bordure sud de la parcelle n° 15.
 - Les terres de décapage seront conservées intégralement sur le site.
 - Il sera effectué un talutage soigneux des fronts est sur toute leur hauteur par remblaiement à l'aide de matériaux stériles, puis recouverts par de la terre végétale.
- Si la sécurité n'est pas compromise, les fronts sud et ouest de la zone d'extension pourront demeurer verticaux ; ils seront alors soigneusement purgés.
- Un décalage de 25 m est autorisé entre les fronts en cours d'évolution et les zones remises en état.
 - Les matériaux de découverte en excédent seront régalez par plaques, depuis les pieds des talus constitués ; de même pour les terres végétales qui recouvriront ces matériaux.
 - Le carreau de la carrière sera nivelé. Il fera l'objet d'un régalez par des terres de découverte, puis sera remis en herbe avec quelques arbustes.
 - Des merlons seront constitués sur tout le pourtour du périmètre de la présente autorisation, excepté en bordure nord des parcelles n° 42 et 43, d'environ 1,5 m de largeur au sommet et 2 m de hauteur. Ils seront enherbés et feront l'objet, au moins en limite ouest et sud de la zone d'extension, de plantations d'essences locales et feuillues entretenues durant toute la durée de la présente autorisation et remplacées le cas échéant.
 - En fin d'exploitation, l'accès à la carrière sera obstrué et masqué depuis la RD 67.

Constats :

La superficie de la zone d'exploitation actuelle de la carrière est très faible.

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que si aucune demande de renouvellement ou de prolongation de la carrière est réalisée, il devra finaliser la remise en état de la carrière et procéder à la cessation d'activité conformément aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement. Dans ce cas, l'exploitant devra faire établir par un bureau d'étude certifié en sites et sols pollués les attestations dite ATTES SECUR, ATTES MEMOIRE et ATTES TRAVAUX.

Type de suites proposées : Sans suite